Document généré le 23 avr. 2024 21:06

Relations

Repenser la transmission de l'histoire nationale

Gilles Bibeau

Numéro 774, septembre–octobre 2014

Pour une éducation émancipatrice

URI : https://id.erudit.org/iderudit/72456ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)
1929-3097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Bibeau, G. (2014). Repenser la transmission de l'histoire nationale. *Relations*, (774), 20–21.

Tous droits réservés © Relations, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Repenser la transmission de l'histoire nationale

Le débat sur l'enseignement de l'histoire au Québec repose sur une division factice entre histoire chronologique et histoire sociale avec laquelle il faut rompre pour mettre en place une autre pédagogie.

GILLES BIBEAU

L'auteur est professeur émérite au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal

Pierre Pratt, *Livre miroir*, tiré du livre *Quitte ou Double*, éditions Hélastre, 2014, encre de chine et numérique

Réfléchir sur l'enseignement de l'histoire nationale au Québec nous invite à nous interroger sur ce qui fait une nation. Est-ce un peuple, une langue, un droit du sol? Un héritage commun, une conscience collective, une communauté imaginaire? Un espace mental, un destin partagé, une vision du monde? Le pays réel est-il fait de mémoire ou de projets, d'un passé ou d'un avenir? Est-il un donné à accueillir ou une invention toujours en chantier? La nation est tout cela à la fois. Peut-être est-il néanmoins plus exact de dire que la nation existe, avant tout, à travers les récits qu'elle construit pour dire son identité et sa singularité, et qu'elle est, pour cette raison même, à l'image des histoires qu'elle se raconte à elle-même.

Les manuels scolaires à travers lesquels les élèves apprennent à connaître l'histoire de leur pays doivent ainsi faire écho aux diverses versions de l'histoire nationale que les historiens construisent, fussent-elles contradictoires. La vision que les Premières Nations se font de l'histoire du Québec n'est évidemment pas celle des Franco-Québécois et des Anglo-Québécois. Ces deux peuples que l'on dit fondateurs détiennent, quant à eux, leur version propre d'une histoire qui diffère sur des points majeurs; et les néo-Québécois racontent tout autrement l'histoire de la nation qui est devenue la leur. Bien que la nation existe toujours à travers une pluralité de récits, il est rare que les manuels scolaires présentent aux élèves l'ensemble des versions du récit national.

RÉFORMER LES MANUELS D'HISTOIRE?

L'enseignement de l'histoire est devenu, au Québec, un véritable champ de bataille. Pour certains, les manuels scolaires ne forment rien d'autre qu'une entreprise d'endoctrinement; pour d'autres, l'enseignement de l'histoire apprend aux élèves à se situer face aux diverses lectures du passé de la nation proposées dans les manuels. D'un côté, instrumentalisation de l'histoire à des fins politiques et partisanes; de l'autre, éveil de l'élève à l'apprentissage de la pensée critique. À l'égard du contenu du seul cours d'histoire obligatoire dispensé depuis la réforme de 2007 dans les écoles secondaires du Québec, une majorité de citoyens a exprimé son insatisfaction, sans doute parce que ce cours propose une histoire trop consensuelle qui tend à gommer les conflits, qu'il abandonne la partition traditionnelle de l'histoire du Québec – avec la Conquête comme centre de gravité – et qu'il inscrit l'histoire dans un projet d'éducation à la citoyenneté.

Dans les faits, le cours intitulé « Histoire et éducation à la citoyenneté » a pour but d'« amener les élèves à comprendre le présent à la lumière du passé » et de les préparer « au vivre-ensemble dans une société démocratique, pluraliste et ouverte sur un monde complexe ». Il est organisé non pas autour d'une trame chronologique et événementielle, mais plutôt à partir de grands thèmes : les premiers occupants; l'émergence de la Nouvelle-France; l'empire britannique; les luttes sous la colonie anglaise; la formation de la fédération canadienne; la modernisation de la société québécoise; les enjeux dans le Québec d'après 1980. L'examen de ces thèmes permet aux enseignants de mettre en tension la pluralité des récits mis de l'avant par les différents groupes composant la nation québécoise.

En proposant, à l'automne 2013, de revoir le contenu des cours d'histoire, le gouvernement du Parti québécois s'est défendu de vouloir politiser l'enseignement. Il estimait cependant que les quelque 250 000 élèves du secondaire suivaient, depuis 2007, un cours aseptisé et dépouillé des grandes références à la nation, et déplorait aussi que seu-

lement 5 % des cégépiens recevaient un enseignement en histoire. L'idée même de repenser les cours d'histoire a d'emblée donné lieu à d'importants débats entre les historiens. D'un côté, les partisans de l'enseignement de l'histoire nationale – notamment la Coalition pour l'histoire – ont dit vouloir remplacer l'insistance mise sur les thèmes par un enseignement chronologique portant sur la période 1534-1840 en 3e secondaire et sur les années 1840 à aujourd'hui en 4e. De l'autre côté, les partisans d'une histoire sociale et culturelle intégrée à l'éducation à la citoyenneté – comme c'est présentement le cas – ont soutenu que le programme en place ne produit nullement une « dénationalisation » de l'histoire du Québec et que les enseignants font une réelle place à la construction de la nation québécoise et au nationalisme pensé comme projet inclusif et civique.

La distinction entre histoire chronologique et histoire sociale m'apparaît factice. L'histoire doit certes « retrouver ses dates » et les élèves doivent bien sûr apprendre à les situer le long d'une trame historique. Néanmoins, il est clair qu'ils n'arriveront à saisir les particularités de notre histoire que si les événements historiques sont interprétés en relation au social, au culturel, à l'économique et au politique. Histoire nationale – celle des historiens nationalistes – et histoire sociale doivent se parler, sans que l'une ne vienne effacer l'autre.

POUR UNE AUTRE PÉDAGOGIE

Aussi, qu'elle soit chronologique ou sociale, l'histoire du Québec enseignée dans nos écoles gagnerait à se désemprisonner, et cela s'impose de toute urgence, de l'espace territorial québécois dans lequel les manuels tendent à l'enfermer. Ne faut-il pas apprendre aux élèves que ce qui s'est passé au Québec ne relève pas seulement de la rivalité entre les empires de France et de Grande-Bretagne, et que notre histoire ne prend tout son sens que si elle est replacée dans un contexte géopolitique élargi? Notre histoire ne peut être réduite à une paisible occupation française qui se serait achevée par la venue impromptue des « méchants » envahisseurs anglais : en ouvrant les frontières de notre histoire, les enseignants aideront les élèves à en identifier les points tournants – les moments où les choses basculent – en tenant compte de l'histoire mondiale.

Histoire nationale – celle des historiens nationalistes – et histoire sociale doivent se parler, sans que l'une ne vienne effacer l'autre.

L'enseignement de l'histoire devrait aussi se faire de manière à permettre aux élèves d'enquêter sur les racines des luttes nationales, la genèse des transformations de notre société et le contexte des débats sociaux. Cela ne pourra se faire qu'à travers une pédagogie soucieuse d'apprendre aux jeunes à analyser, critiquer et débattre, et à comparer les contenus des différentes versions du récit national. Dans leurs exposés, les enseignants s'appuieraient certes sur la biographie des acteurs politiques et raconteraient les grands événements à partir de différentes versions : autochtone, française et anglaise. Mais ils s'efforceraient aussi d'introduire les élèves dans le mouvement même d'une histoire formative de la nation dans laquelle le socioéconomique, le sociopolitique et le socioculturel s'interpénètrent constamment. Ainsi, les tenants et aboutissants des débats sur la nation apparaîtraient avec plus de clarté, notamment si on compare l'histoire du Québec à celle des autres nations, grandes et petites. Dans les classes, des jeunes venus de tous les pays apprendraient à s'insérer dans l'histoire du pays qui est devenu le leur. Les jeunes d'ici s'ouvriraient à l'altérité et à d'autres histoires nationales que les jeunes néo-Québécois pourraient être invités à raconter à leurs camarades.

Quoi qu'il en soit, on n'initiera l'ensemble des élèves au passé et au présent de notre nation que si les enseignants – ils gagnent à être de bons conteurs – s'efforcent de conjuguer, dans une lecture comparative, notre histoire nationale à celle de la nation qui nous est la plus proche, à savoir le Canada anglais. Je rappelle que Stephen Harper a choisi de multiplier les grandes commémorations historiques qui se tiendront au cours des prochaines années : jusqu'en 2015, on continuera à se souvenir de la modeste bataille de 1812; en 2015, on célébrera le 200e anniversaire du premier ministre John A. Macdonald (son complice George-Étienne Cartier ne sera pas de la fête); et en 2017, le 150e anniversaire de la Confédération canadienne donnera lieu à de grandes célébrations. Qu'aurons-nous à opposer à ces rendez-vous on ne peut plus britanniques et conservateurs? Comment le Québec se situe-t-il par rapport à ces célébrations?

La Révolution tranquille a voulu rompre radicalement avec la vision étriquée de notre passé, avec nos peurs de disparaître et avec la rhétorique de la survivance. Mais ce recommencement de l'histoire du peuple, cet an zéro de notre révolution nationale, ne pouvait pas effacer d'un trait ce que les générations d'après 1960 ont bien compris, soit un certain passé traumatique qui a survécu au cœur même de nos réformes les plus progressistes. Il n'y a qu'à penser aux *Nègres blancs d'Amérique* de Pierre Vallières. Le Québec n'est pas arrivé, comme d'autres peuples, à se donner une histoire monumentale et grandiose comme c'est le fait des nations impériales qui sont convaincues qu'elles ont un rôle majeur à jouer dans l'histoire du monde. Peut-être vaut-il mieux qu'il en soit ainsi et que notre histoire nationale reste modeste, non finie, dans un pays qui se fabrique une mémoire entre le souvenir et l'oubli, et dans un pays qui n'est pas encore vraiment un pays. Peut-être faut-il ne pas être trop fort pour pouvoir rêver de liberté. ●